



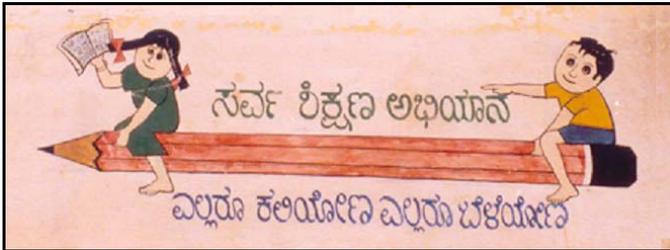
Les femmes en Inde (1)

Le contexte : le développement spectaculaire de l'Inde depuis les années 1980...

- ▣ Doublement du revenu par habitant (540 US\$ en 2003) ;
- ▣ Espérance de vie passée de 56 à 65 ans (31 ans en 1951) ;
- ▣ Sensible réduction (en %) de la population pauvre ; etc. ▶

Les femmes ont profité de cette croissance...

- ▣ Leur espérance de vie dépasse légèrement celle des hommes (conséquence de l'alcoolisme, du tabagisme ?) ;
- ▣ Le nombre d'enfants par femme passé de 6 à 3 ;
- ▣ Dans de nombreux domaines, les femmes se "rapprochent" des hommes, notamment dans l'éducation :
 - ✚ 54 % des femmes sont alphabétisées (32 % en 1980), contre 76 % pour les hommes ;
 - ✚ 80 % des filles sont scolarisées dans le primaire (30 % en 1980), contre 91 % pour les garçons...
 - ✚ 40% des étudiants de l'enseignement supérieur sont des femmes, etc.



Une fresque reproduite sur presque toutes les écoles primaires en Inde :
Scolarisez vos enfants, garçons et filles !

... mais elles sont encore très défavorisées

L'infériorité des femmes dans la vie quotidienne

- ▣ Les femmes assument généralement seules toutes les tâches familiales, lourdes dans les milieux les plus modestes (approvisionnement en eau, en bois de chauffage...) ; beaucoup d'entre elles sont abandonnées par leur mari : il faut alors survivre au prix d'un épuisement total (voir le film *Mother India*)...
- ▣ Elles sont encore considérées comme des mineures au regard de la loi dans quelques domaines, en particulier en matière d'héritage : en cas de décès du mari, les garçons héritent de tous les biens du foyer.
- ▣ Leur faible qualification leur laisse les emplois les plus pénibles ou les moins rémunérés : construction, agriculture... ▶
- ▣ Les préjugés et la corruption limitent leur accès aux emplois plus qualifiés, y compris dans la fonction publique, et leur participation aux instances politiques de décision (seulement 8 % de femmes dans les collectivités élues : mairie, districts, Etats, Fédération ; Indira et Sonia Gandhi sont des exceptions !).

Femmes travaillant dans une rizière près de Pondichéry
(photo Indra France Pondichéry)

Le développement socio-économique de l'Inde de 1980 à 2000 : quelques chiffres

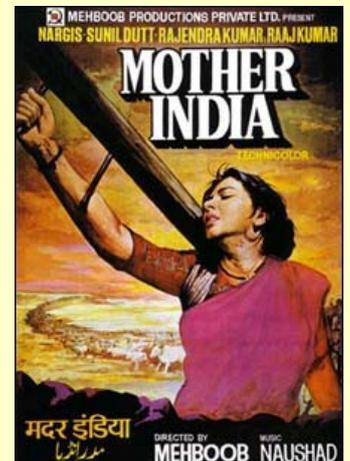
Indicateurs	1980	2000
Population (millions)	685	1.027
Croissance de la population (%/an)	2,2	1,6
Revenu/habitant (US\$)	270	450
Population pauvre (% du total)	44.5	26.1
Alphabétisation (% de la population totale)	44	65
Scolarisation dans le primaire (% des enfants)	47	77
Espérance de vie à la naissance (années)	56	65
Mortalité infantile (enfants - 1 an) (%)	152	95



Mother India : le destin d'une femme

Un film social et distrayant, tourné en 1957, qui a drainé les foules en Inde, dans toute l'Asie, l'Afrique.

Le destin d'une femme, Radha : l'endettement avant et pour son mariage, le veuvage, les longues journées de travail au champ pour élever ses deux enfants et faire face à ses engagements auprès de l'usurier du village, les désastres naturels qui provoquent des famines. Et, finalement, la révolte du fils, chassé du village en raison de son comportement non conforme aux usages, qui devient un bandit.



Les femmes en Inde (2)



Le problème majeur de la dot de mariage

Les mariages sont le souvent arrangés par les parents des futurs époux, généralement de la même caste et de la même religion, après de longues tractations portant notamment sur la dot de la mariée... ►

La constitution de la dot a toujours posé un gros problème économique pour les familles. Avec l'amélioration du niveau de vie, elle est devenue ruineuse pour les familles. Aussi, les garçons ont-ils la préférence : ils représentent une source de revenus et une sécurité pour les vieux jours des parents !

La pratique de la dot est directement responsable de la fréquence accrue des foeticides et infanticides de filles, de la forte mortalité infantile féminine (40 % plus élevée que celle des garçons par manque de soins...) et de l'émergence d'un déséquilibre croissant entre la population masculine et féminine.

La fréquence accrue des foeticides et des infanticides de filles

Les foeticides et infanticides sont responsables de la "disparition" d'environ 700 000 filles chaque année. Ce phénomène prend de plus en plus d'ampleur avec le recours, surtout en milieu urbain, à l'écographie (en principe strictement interdit depuis 1994 pour la seule détection du sexe du fœtus). Nombre de familles préfèrent dépenser 600 roupies pour une écographie et s'épargner les 100 000 roupies souvent nécessaires, plus tard, pour une dot... (*Times of India*, Delhi, 24 juin 2003)

Le déséquilibre croissant entre la population masculine et féminine

L'Inde compte un déficit total de près de 40 millions de femmes et enregistre seulement 927 filles pour 1 000 garçons de moins de 6 ans (800 à 900 filles/1 000 garçons dans 10 Etats, avec un record de 530 dans le district de Salem dans le Tamil Nadu !). Bientôt il faudra "doter" les garçons pour pouvoir les marier !

La violence à l'égard des femmes

Les femmes indiennes sont trop souvent victimes de violences physiques, mentales, sexuelles, financières, infligées par les maris ou les belles-familles.

Selon le *National Crime Records Bureau of India*, chaque année, plus de 6 000 jeunes mariées (nombre sans doute très sous-estimé) sont tuées pour permettre de nouveaux mariages et de nouvelles dots ; le plus souvent des morts par brûlures déguisées en suicides ou accidents. A Delhi, une femme est ainsi brûlée toutes les 12 heures et les prisons comptent des cellules pour belles-mères assassines...

Des perspectives plus favorables

A l'exemple de **Nisha Sharma** (voir encadré), les femmes commencent à se rebeller contre leur situation et contre la dot, avec l'appui de nombreuses associations.

Récemment, le Gouvernement indien a financé une campagne de publicité "agressive" sur les thèmes : "nos filles sont notre fierté !", "le foeticide filles est illégal" ! et a obligé les fonctionnaires masculins à signer l'engagement de renoncer à des demandes de dots et à la pratiquer du foeticide.

La dot : une tradition séculaire... interdite

Une tradition séculaire, surtout en milieu rural (encore 70 % de la population) ! La dot est confiée à la belle-famille sans espoir de retour ; en principe, l'épouse avait le droit de l'utiliser en cas de grande difficulté, comme la mort du mari.

Mais cette tradition a progressivement évolué : de plus en plus, la dot est sensée appartenir à la belle-famille, et avec l'élévation du niveau de vie, les belles-familles exigent des dots sans cesse accrues, qui représentent couramment de 2 à 5 années du revenu familial ! Une ruine... compensée par la perception de dots pour les fils, pour les familles qui en ont !

La dot est interdite, et en principe sévèrement punie, depuis 1961 (Dowry Prohibition act), mais sa pratique est encore très courante et largement inculquée dans les esprits, y compris des femmes (d'après un récent sondage, 75 % d'entre elles femmes pensent que le mariage n'est guère possible sans dot).

Nisha Sharma :
La mariée qui a dit "non" !



Etudiante en informatique, Nisha Sharma s'apprêtait, docile, à épouser l'homme choisi par son père sur le lot des réponses à une annonce parue dans *"The Times of India"*. La dot : une voiture, quelques appareils ménagers, une télévision, un réfrigérateur, une cuisinière.

Mais peu avant la cérémonie, tandis qu'attendaient 2 000 invités, la belle-famille a soudain réclamé une rallonge de 25 000 euros au père de la mariée. Opposant un timide refus, ce dernier fut molesté et injurié.

Nisha appela alors la police et porta plainte pour demande illégale de dot. Le fiancé bouclé, la belle-famille en fuite et recherchée, la presse s'est empressée de rapporter l'histoire : la jeune révoltée est devenue l'égérie des femmes indiennes...

Nisha Sharma espère que son exemple sera suivi. Son message aux jeunes Indiennes : "N'acceptez pas de payer une dot et ne craignez pas de vous battre pour vos droits".

Le 10^{ème} Plan quinquennal (2002-2007) a adopté de nombreuses mesures en faveur de la promotion des femmes et des filles, notamment dans les domaines de :

- l'éducation (achèvement obligatoire de la scolarité primaire, bourses...);
- l'économie (octroi d'aides financières aux familles ayant des filles ; recrutement prioritaire dans la fonction publique...);
- la politique (réservation d'un tiers des sièges dans les assemblées des communes, des Etats...).